

## VIVRE A LA CAMPAGNE OU VIVRE AU VILLAGE :

### L'évolution de la sociabilité à Ennevelin commune péri-urbaine du Pévèle-Mélantois

*Bruno DURIEZ, Marc FOURDRIGNIER, sociologues, CRAM, CLERSE (La CNRS 345)  
Didier CORNUEL, économiste, LEPUR Université de Lille I*

Les politiques d'aménagement ne se donnent pas comme seul objet la construction ou la modification du cadre physique de l'existence humaine, elles prétendent bien par celles-ci organiser la vie sociale tout entière. Dans les modèles que les aménageurs entendent mettre en oeuvre, une des références habituelles est celle du «village», comme lieu d'existence idéal alliant hétérogénéité sociale, convivialité et «dimension humaine».

Mais la réalité du développement urbain échappe souvent aux desseins et aux fantasmes des aménageurs. C'est ainsi que dans les années 70, après le grand développement des ensembles urbains des banlieues des grandes agglomérations, le phénomène le plus marquant a été celui de la péri-urbanisation, corollaire de l'extension de l'accession à la propriété de maisons individuelles. Les villages ruraux de la grande périphérie des villes ont accueilli des lotissements et, avec eux, des populations d'origines diverses dont la venue a bouleversé les équilibres locaux traditionnels (1).

Cette note s'efforce d'éclairer les mécanismes de formation ou d'éclatement d'une communauté locale à partir de l'observation d'un village péri-urbain qui a connu la transformation que nous venons d'évoquer. Il s'agit d'Ennevelin, commune de 1 475 habitants du Pévèle-Mélantois, situé à une quinzaine de kilomètres au Sud de Lille (2). Le point de vue adopté pour saisir l'évolution que connaît la collectivité villageoise est celui de l'analyse des échanges locaux de biens et de services. L'idée de départ est que la communauté et son degré de cohésion sont caractérisés par le type d'échanges que ses membres pratiquent entre eux. Les échanges peuvent être personnalisés ; dans ce cas l'identité des co-échangistes importe autant, sinon plus, que le bien échangé. L'échange se situe alors dans une relation globale, c'est-à-dire permanente et polyvalente. La contrepartie du bien ou du service fourni n'est pas immédiate et toute comptabilité précise en est exclue. Elle est de toute façon rendue difficile par l'absence fréquente de la monnaie ou de possibilité de référence au secteur marchand. La garantie y est fondée sur la confiance dans la personne ou dans ceux qui lui sont directement liés. A l'autre extrême, les échanges sont spécialisés quant au type de bien ou de service fourni, ils sont limités dans le temps. Ces échanges s'inscrivent généralement dans le cadre d'une réglementation administrative qui fournit la garantie de bonne fin. Ainsi, pour prendre un exemple simple, confier la garde de son enfant à sa grand-mère est un échange personnalisé, tandis que le placer dans une crèche représente un échange spécialisé.

Tous les échanges aussi peu formalisés soient-ils, peuvent être analysés dans l'optique d'une logique économique selon laquelle on agit toujours en

fonction de son intérêt bien compris. Il n'y a pas lieu d'abandonner cette logique dans le cas d'échanges qui, à première vue, paraissent économiquement irrationnels. C'est ce que nous avons montré ailleurs (3). Cependant, nous ne retiendrons ici que la logique symbolique des échanges entre les habitants du village. La fourniture d'un bien ou d'un service donne à une relation une signification qui ne se limite pas à l'utilité pratique du bien ou du service procuré. La communauté locale est ainsi faite de multiples relations. De la même façon, la frontière avec l'extérieur de la communauté est aussi une frontière pour les échanges : les relations changent de nature quand on la franchit.

Un village péri-urbain offre, de ce point de vue, une situation intéressante à analyser, car en transformation. Le village d'Ennevelin est habité de ruraux -agriculteurs, commerçants, et artisans- mais aussi, de longue date, d'ouvriers allant travailler à la ville ou dans les bourgs voisins. Comme dans beaucoup de villages du Nord, la réalité du village ne correspond pas aux représentations bucoliques. En particulier pour une part importante de la population insérée dans la production industrielle, il y a depuis longtemps dissociation entre, d'une part, temps et lieu de travail et, d'autre part, temps et lieu de résidence et de vie hors-travail. Mais c'est récemment qu'après une longue stagnation, le village s'est transformé profondément avec l'arrivée dans les années 70 des «rurbains» (4), nouveaux habitants venant de la ville et y travaillant. A ces caractéristiques, s'ajoute le fait que ces nouveaux appartiennent tous aux couches moyennes, employés, cadres moyens et certaines catégories de cadres supérieurs comme les enseignants. Ces catégories ont connu un fort accroissement numérique durant ces années et ont pu accéder à la propriété de leur logement. Mais les centres villes leur restent inaccessibles. Toutefois ces nouveaux ne constituent pas un groupe homogène : en particulier certains reviennent à leurs origines et retrouvent leur famille au village tandis que d'autres n'y ont aucune attache antérieure. Avec la venue des rurbains l'hétérogénéité de la population d'Ennevelin s'accroît et le poids relatif de chacune des catégories se modifie (travailleurs ruraux - travailleurs urbains, ruraux - ouvriers - couches moyennes, «natifs» - «étrangers»...). Comment la communauté se constitue-t-elle dans cette hétérogénéité ?

#### I - La communauté villageoise

Les échanges entre habitants du village font la communauté. Pour cela il importe que la relation ne se termine pas avec l'échange. Au terme de celui-ci

subsiste une dette qui fait de chaque villageois le débiteur de tous les autres. Les échanges sont multiples, ils sont faits de coups de main ou de fourniture d'informations, ils sont d'ailleurs souvent de faible valeur économique. Pour les habitants, l'inscription dans les échanges fournit un statut dans la communauté. C'est le cas des retraités qui cultivent les jardins. Les hiérarchies socio-professionnelles sont abolies, au moins symboliquement. Dans ce système, nouveaux ou anciens, intellectuels ou manuels, chacun est susceptible de pouvoir donner quelque chose, aujourd'hui ou plus tard. L'interconnaissance directe et générale donne la possibilité à chacun d'échanger avec tous.

Les caractères de l'échange délimitent la communauté. C'est le cas des « brocantes » (prestations non déclarées). Dans le village, la brocante s'apparente au coup de main. Elle peut être rémunérée mais si le paiement permet l'allègement de la dette, il ne la supprime pas totalement. C'est ce que signifie l'affirmation qui revient régulièrement : « il n'y a pas de travail noir au village ». Il en est d'ailleurs de même pour le travail des artisans : le marché n'est pas discuté, mais en revanche l'artisan vient faire « les bricoles » sans nécessairement être payé. Travailleur au noir ou artisan, si l'on veut faire des affaires, on va à l'extérieur. Celui qui veut utiliser la communauté à son seul profit en est exclu.

Ce que l'on peut fournir, c'est d'abord son temps. Et du temps passé il y en a beaucoup dans les fêtes et dans l'organisation de celles-ci. Dans la kermesse, par exemple, chacun participe même s'il ne bénéficie pas directement pour lui ou pour ses enfants des profits de la fête, mais chacun a la conscience plus ou moins claire qu'il y trouvera un jour son compte. Dans la fête s'exprime donc la solidarité collective. D'ailleurs, ceux qui n'y participent pas disent bien que « c'est pour les gens du village ».

Le pouvoir politique local s'inscrit bien dans ce système d'échanges de services. Celui qui donne, notamment son temps, en tire reconnaissance et pouvoir. Le maire est élu « parce qu'il rend des services », et la mairie est un lieu de prestations de services, de mise en relations, d'informations de toutes natures. Dans ce domaine également, la collectivité se protège de l'extérieur : refus du POS proposé par les services de l'équipement, refus d'adhésion à la Communauté Urbaine, refus de projets de gros lotissements présentés par certains promoteurs, etc...

Le système des échanges tient par l'obligation d'y participer. C'est le respect de cette obligation qui fournit la garantie à chacun qu'en donnant il ne sera pas perdant. Toute demande de service mais aussi toute offre doivent être acceptées. Les habitants originaires du village, ceux qui y sont toujours restés ou ceux qui y sont revenus, sont d'emblée inscrits dans le système mais les nouveaux habitants qui jouent le jeu sont aussi rapidement acceptés. Par contre celui qui refuse le service est exclu de la communauté, il devient alors « l'étranger ». Dans le village, les différences socio-professionnelles émergent, elles sont constamment refoulées. Le clivage entre anciens et nouveaux n'apparaît pas tant que l'opposition entre « gens du village » et « étrangers », c'est-à-dire entre ceux qui s'inscrivent dans le système local d'échanges et ceux qui en refusent les contraintes.

La communauté villageoise n'est pas un lieu idyllique. Elle est bien un lieu de coercition. Celle-ci est supportable quand chacun des habitants en tire également avantage. D'ailleurs ceux qui disposent

d'autres ressources s'en échappent. Quand les échanges sont globaux, les conflits le sont également. Les inimitiés et les rancœurs sont radicales et souvent définitives. Comment pourrait-il en être autrement quand les relations sont personnalisées et que la créance à recouvrer n'est pas précisément évaluée ? Les clivages au sein de la collectivité sont les mêmes dans tous les domaines d'activité. Il en est ainsi de l'opposition entre la Paroisse et l'Amicale Laïque. La participation à l'une est exclusive de la participation à l'autre. La colonie est paroissiale, le centre aéré est à l'Amicale. Les deux organisations offrent des prestations parfois concurrentes, il y a par exemple deux écoles maternelles. Mais surtout l'adhésion à l'une ou l'autre implique une vision globale du monde. Les relations constitutives de la communauté villageoise comprennent donc également les facteurs de sa division. La réponse aux risques de conflits est apportée par la spécialisation des échanges mais celle-ci est aussi cause de la dispersion de la collectivité villageoise.

## II - Le village éclaté

L'évolution socio-économique générale tend à une rupture des cadres traditionnels de référence ; ceux-ci sont de plus en plus spécialisés. L'espace se divise entre espace productif et espace récréatif ; le lieu de travail se distingue du lieu de résidence ; le temps se répartit entre temps de travail et temps hors-travail. Les échanges n'échappent pas à cette évolution et se spécialisent. Ils ne se font plus en un même lieu, ainsi les achats se font de moins en moins au village au profit des supermarchés extérieurs.

Cette organisation des échanges implique une limitation de chaque échange dans le temps et dans l'intensité : au service correspond une rémunération. Le système de la dette permanente disparaît. La relation cesse avec la fin du service et avec sa contrepartie monétaire. La vie au village tend alors à se refermer sur les groupes domestiques.

La garantie de bonne fin des échanges ne peut alors être assurée par l'interconnaissance générale et par la relation permanente. D'autres formes de garantie apparaissent comme celle de la compétence, reconnue par le diplôme validé par l'État. Pour les colonies de vacances, le dirigeant doit maintenant être diplômé ; on passe alors d'une activité bénévole à une activité professionnalisée et rémunérée sous la forme du salaire. La garantie peut être également apportée par le label accordé par certaines organisations professionnelles, par exemple pour les produits de la ferme. Dans tous les cas le recours ultime s'adresse à l'État.

La spécialisation atteint également les activités traditionnelles comme celles de la paroisse : le curé devient un prestataire de service comme un autre, son domaine d'intervention se restreint au religieux de plus en plus strictement défini. Et même en ce domaine la paroisse n'est plus le lieu obligé de la pratique religieuse. C'est le même phénomène pour les services municipaux ; les compétences diverses jusque là exercées par la municipalité tendent à se partager entre des services spécialisés. Par exemple, depuis peu, une assistante sociale vient tenir une permanence dans la commune. Il n'est pas jusqu'à l'embauche de quelques petites entreprises locales qui ne se transforme également. L'aire de leur recrutement s'étend bien au-delà du territoire communal, et elles privilégient les compétences sur les

connaissances ou les recommandations locales. Le travail au noir entre également dans ce type de relations, il devient une relation spécialisée dont l'objectif est avant tout monétaire et où prévaut le souci de rentabilité.

La spécialisation des échanges se répercute sur l'ensemble des relations. On ne connaît plus les gens que dans un seul rôle, dans leur spécialité. Il y a éclatement des relations et donc risque d'éclatement de la collectivité. C'est ce que traduisent les commentaires : «on ne se connaît plus» ou «les gens ne disent plus bonjour». Les occasions de conflits vont devenir plus rares, mais lorsque ceux-ci éclatent, il n'est plus possible de les régler entre soi ; on a alors recours aux organismes administratifs (Sécurité Sociale, Gendarmerie...) ; par exemple, on fait appel à la compagnie d'assurance en cas de dégât causé par un voisin. C'est donc l'Etat qui par sa réglementation et par l'intervention de ses administrations permet la régulation de l'ensemble des relations villageoises.

### III - Le village, quel devenir ?

L'évolution de la sociabilité d'une commune comme Ennevelin obéit donc à deux tendances : l'une va vers le renforcement de la cohésion du groupe, l'autre conduit à son éclatement. Dans ce cas, le village n'est plus qu'un lieu où résident, les uns à côté des autres, des individus qui n'ont pas entre eux de rapports personnels et qui sont indépendants les uns des autres.

Ces deux tendances se retrouvent dans le clivage entre habitants. En effet, il n'est pas entre «anciens» et «nouveaux» comme pourrait le faire croire le discours indigène, mais plutôt entre ceux qui jouent le jeu de la vie de village et ceux qui ne le jouent pas ; ou autrement dit entre ceux qui vivent au village leur lieu de sociabilité et ceux qui vivent à la campagne, pour lesquels le village ne représente que le simple cadre, le paysage de leur existence (5).

Cependant les divers groupes sociaux n'ont pas le même rapport au village ; une similitude de comportement peut recouvrir une différence de lien au village. Pour les couches populaires, l'utilisation de l'espace et le temps est fortement contrainte ; l'entraide est parfois même le moyen de la survie. Pour les couches moyennes, l'espace et le temps peuvent être choisis ; c'est chez elles que la convivialité au village est fortement valorisée. Le temps n'a pas la même valeur pour les uns et pour les autres. Il peut être considéré comme la monnaie d'échange pour les couches populaires, comme la seule ressource disponible. Pour les couches moyennes, les ressources mobilisables sont diverses, en particulier il y a une possibilité de choix entre le temps et l'argent.

Ces groupes sociaux vont se retrouver pour construire la communauté. D'une certaine manière, ils ont un intérêt convergent, le maintien de la communauté, sans y mettre la même finalité, la nécessité économique dans un cas et la quête d'un monde perdu dans l'autre. Ce rapprochement va se faire en reconstituant des rapports de domination, des rapports de pouvoir et va faire émerger de nouveaux notables, par le biais associatif, par exemple.

Les deux tendances d'évolution ont chacune un mode de régulation sociale. Lorsque la collectivité est éclatée, c'est l'Etat et la loi qui établissent la garantie. La communauté villageoise, quant à elle, maintient sa cohésion dans le recours au mythe.

Ce mythe se réfère au passé : le village est reconstruit comme lieu idyllique. On fait l'histoire du village, on recueille les récits des anciens, on se réfère à des lieux symboliques. Ce retour au passé s'accompagne d'une glorification de celui-ci et d'une opposition avec la situation actuelle, le temps présent. Les responsables de ce changement sont désignés : «Si le village a changé, c'est la faute aux étrangers».

Quelle est dans cette optique, le devenir des villages périurbains ? Les deux tendances d'évolution sont contradictoires. D'un côté une collectivité qui s'organise sur le modèle de la communauté villageoise, avec une interconnaissance des relations personnalisées. De l'autre un village qui s'organise sur le modèle de la société industrielle avec un développement de rapports individuels anonymes.

L'observation ne permet pas de trancher. L'évolution des communes péri-urbaines combine de multiples façons les deux modèles de sociabilité. Elle n'est pas linéaire. L'aménagement volontaire de l'espace rural et urbain se donne fréquemment comme objectif la (re)constitution de communautés et le développement de la convivialité. La métaphore du village y est fréquemment utilisée. N'y-a-t-il pas plus qu'un paradoxe dans l'apparition de l'organisation étatique de la communauté villageoise et dans la multiplication des agents spécialisés de la relation personnalisée ?

#### NOTES

(1) Ce phénomène qui, pour une large part, a échappé aux cadres de l'aménagement urbain, a fait l'objet ces dernières années de quelques recherches. Voir en particulier : SESAME-DATAR. *L'enjeu péri-urbain*. Travaux de recherches de prospectives n° 83. La Documentation Française 1981. Il en a déjà été question dans cette revue en particulier dans l'article de Anne BARBIER, Bernard DELVALLEE, Jean-Pierre LAVAUD, Brigitte TRICART. Retourner à la campagne. Une enquête dans le triangle Calais-Dunkerque-Saint-Omer. *Hommes et Terres du Nord* 1979.1, 29-40.

(2) Ce texte s'appuie sur les résultats d'une recherche menée dans le cadre de l'ATP du CNRS «Observation du changement social et culturel». L'objet central de la recherche était l'économie informelle, définie comme étant les secteurs de l'activité économique échappant au regard de l'Etat, avec entre autres, la production domestique, le travail noir et l'entraide communautaire.

(3) Dans *Travail noir, productions domestiques et entraide*. Ed. du CNRS 1983, Cahiers de l'observation du changement social. Vol. XVII.

(4) Selon l'expression de Gérard BAUER et de Jean-Marie ROUX. *La rurbanisation ou la ville éparpillée*. Seuil, 1976.

(5) Et dans ce cadre, les ruraux toujours présents, font aussi partie du paysage. Les usages ruraux, objets et populations entrent dans le folklore. Sur ce point voir notamment, Jean-Claude CHAMBOREDON. Les usages urbains de l'espace rural : des moyens de production au lieu de récréation. *Revue Française de Sociologie*, XXI-I-1980. Patrick CHAMPAGNE. La fête au village. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, n° 17-18.